

Le compte à rebours est enclenché

RD Congo Le président Kabila est censé quitter le pouvoir le 19 décembre. Tensions.

Le président Joseph Kabila a désigné son nouveau Premier ministre sorti d'un dialogue national amputé de la plupart des représentants de l'opposition. Alors que beaucoup attendaient Vital Kamerhe, patron de l'Union des nationalistes congolais (UNC), il a préféré Sammy Badibanga, issu de l'UDPS, étiquette sous laquelle il avait été largement plébiscité à Kinshasa lors des dernières législatives.

Double objectif pour un clan présidentiel qui cherche à tout prix à faire baisser le niveau de contestation à l'approche du 19 décembre, date de la fin du second et dernier mandat de Joseph Kabila, selon la Constitution congolaise.

Tenter de briser l'image de l'UDPS

En désignant un membre issu de l'UDPS, il cherche à affaiblir cette formation, fer de lance de l'opposition au régime. Malgré les demandes répétées de certains pays de la région, Angola en tête, Etienne Tshisekedi a refusé d'entrer au dialogue voulu par le président Kabila tant que celui-ci n'aura pas répondu favorablement aux préalables posés par le Rassemblement de l'oppo-

sition, à savoir, notamment, la libération des prisonniers politiques, la fin des poursuites contre les opposants ou le dépôt d'un calendrier électoral crédible.

La désignation de Sammy Badibanga pourrait aussi permettre à la majorité présidentielle de tenter une nouvelle révision de la constitution. Une première tentative, en janvier 2015, avait débouché sur une série de manifestations réprimées par la violence qui avait contraint le gouvernement à faire marche arrière. Dans ce contexte, la désignation de Sammy Badibanga prend tout son sens. Le nouveau Premier ministre draine derrière lui le groupe parlementaire de l'opposition et alliés. Son poids est donc bien plus important que celui de Vital Kamerhe. Si Sammy Badibanga devait porter un projet de révision de la constitution du gouvernement, il le ferait au nom de l'opposition.

Un scénario qui pourrait affaiblir l'opposition mais qui ne tient pas compte de la lassitude et de la colère d'une population congolaise qui répète à l'envi que le président Kabila doit quitter le pouvoir le 19 décembre. Un bras de fer est annoncé. Une explosion de violence est redoutée et la seule désignation de Sammy Badibanga ne permettra pas de calmer le jeu.

H. Le.